

**UN DES PREMIERS PÔLES
DE RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES
EN FRANCE**

Des actes
pour la
recherche

Trajectoire

ANCIENS ÉLÈVES :
400 sur une péniche
à Paris

Au rythme du monde

May Darwich
en direct de la place
Al-Tahrir

Plus value

Yves Déloye :

**Pour la science
politique**





Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

CHANTIERS EN COURS

Si l'on a pu considérer, jadis, que le paysage universitaire français était une vaste plaine figée et étrangère aux effets du temps, cette représentation est désormais totalement inepte et hors de propos. Une relecture du passé nous montre d'ailleurs que notre environnement n'a véritablement jamais cessé de se transformer. Pour le seul cas de Sciences Po Bordeaux il suffit, pour s'en convaincre, d'évoquer la mise en place du décret de décembre 1989 portant statut des Instituts d'Études Politiques (texte qui nous gouverne encore), le passage à cinq ans de scolarité en 2005 (les premières réflexions ont débuté sur cette question en 1998), la masterisation (corollaire de ce qui précède), l'internationalisation (lancement des premiers échanges Erasmus en 1993), la professionnalisation... Toutes ces profondes transformations ont été conduites à leur terme par mes prédécesseurs, Pierre Sadran et Robert Lafore. Elles ont mobilisé pleinement tous les agents de cet établissement et sans eux, sans leur implication, rien n'aurait pu réellement aboutir. J'ajouterai, pour faire bonne mesure, que dans le même temps où le « contenu » se métamorphosait, il fallait conduire le changement du « contenant ». C'est ainsi que « l'aile Recherche » a été construite en 1989, offrant aux centres de recherche, devenus UMR, une plateforme indispensable à leur développement. C'est aussi, dans cette même logique, que l'extension de 1500 m² de nos locaux a été inscrite au Contrat de Plan État-Région en 2001, tout comme les agrandissements de l'aile Recherche et des deux bibliothèques en 2008. L'ensemble de ces transformations fait qu'aujourd'hui tous les anciens élèves qui reviennent dans nos murs pour la première fois depuis leur diplôme (j'en veux pour preuve la sympathique soirée qui a réuni une centaine d'entre eux, le premier samedi soir de janvier 2011, dans nos locaux) ne reconnaissent presque plus rien de ce qu'ils ont connu.

Faut-il changer pour le plaisir de changer ? On pourrait le croire en énumérant la liste des dossiers ouverts. En réalité ces évolutions sont indispensables et ne sacrifient en rien à la mode. Ce numéro d'Extension[S] pré-

sente quelques uns des chantiers en cours : la recomposition de la recherche avec les naissances des centres « Les Afriques dans le monde » et « Centre Émile Durkheim » en janvier 2011 ; la profonde transformation de l'Association des Anciens élèves ; l'adaptation de parcours de master aux changements qui modifient radicalement certains secteurs professionnels. Pour faire bonne mesure on ajoutera la construction de 8000 m² supplémentaires (le cabinet d'architecte sera choisi avant l'été) ; la création de l'École doctorale « Société, Politique, Santé publique » (SP2) ; la participation à la création de la NUB (Nouvelle Université de Bordeaux) ; la modernisation et la rationalisation de nos méthodes de fonctionnement ; l'internationalisation croissante et la professionnalisation de nos formations par la mise en place de nouveaux services offerts à nos étudiants en formation.

Ce n'est pas sacrifier à une simple formule rituelle et vide de sens que de dire que tout cela n'est rendu possible que grâce à l'engagement de toutes et tous, toutes catégories d'emplois confondues. La période veut que nous rencontrions de plus en plus souvent des collègues universitaires bordelais ou extérieurs à notre site. Tous se plaisent à souligner la dynamique qui règne au sein de notre établissement. Je suis bien placé pour savoir la somme d'efforts que cela implique et demande de la part de chacun d'entre nous. Aussi bien d'ailleurs parmi le personnel que chez les étudiants et leurs représentants, extrêmement actifs et dont les propositions sont toujours pertinentes et constructives.

Aux derniers cités je leur souhaite de bonnes révisions et de réussir pleinement leurs épreuves de fin d'année. À toutes et à tous j'adresse mes plus sincères remerciements pour les efforts fournis et le travail effectué !

Vincent HOFFMANN-MARTINOT



SOMMAIRE

4 **CHRONIQUE** ✓
Sciences Po Bordeaux forme tout au long de la vie

5 **PLUS VALUE** ✓
La science politique « tous azimuts »

6 **UN PARCOURS AU CRIBLE** ✓
Naissance d'une nouvelle spécialité :
Économie sociale et coopération

7-10 **DOSSIER** ✓
Des actes pour la recherche
Le CENTRE ÉMILE DURKHEIM | Le CENTRE « LES AFRIQUES DANS LE MONDE »
UNE BIBLIOTHÈQUE DE RECHERCHE MUTUALISÉE | FABIENNE BOULIN-BURGEAT

11 **RENCONTRES SCIENCES PO BORDEAUX / SUD OUEST** ✓
Eva Joly : **De la robe à l'écharpe**

12-15 **TRAJECTOIRE** ✓
L'association des anciens élèves en mode opérationnel

16 **AU RYTHME DU MONDE** ✓
May Darwich : **En direct du Caire**

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Édition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 6 mai 2011



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 84 44 00
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».
Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Études Politiques.

Sciences Po Bordeaux forme tout au long de la vie

S'il est évident que la formation reçue à Sciences Po Bordeaux marque les étudiants tout au long de leur vie, il est moins connu que Sciences Po Bordeaux propose aussi ... des formations tout au long de la vie.

Derrière l'expression « tout au long de la vie » d'inspiration naïve diront certains, se cachent des changements et des ambitions de fond pour la formation professionnelle continue. Ces profondes mutations visent une certaine « démocratisation » des modalités de formation tout en diffusant la culture de la compétence dans tous les secteurs professionnels. Les réformes engagées depuis 2002 jusqu'à 2010 font que, désormais, les salariés des fonctions publiques disposent peu ou prou des mêmes dispositions que les salariés du privé : obligation d'établir des plans de formation au sein des organisations ; recherche

de lien systématique entre formation et développement des compétences ; pratique des entretiens professionnels ; individualisation possible des besoins avec le droit individuel à la formation (DIF) ; diversification des formes d'apprentissage (parcours, tutorat, etc.) et d'accès à la diplomation (validation des acquis de l'expérience, VAE).

Dans ce contexte, Sciences Po Bordeaux propose aujourd'hui une offre de formation continue pour les cadres en activité, qui se veut à la fois restructurée, plus large et plus réactive. Ce développement s'intègre pleinement dans la mission de notre établissement, qui souhaite être encore plus présent auprès des employeurs, individus, institutions qui allient excellence et formation.

Cette nouvelle offre s'appuie en premier lieu sur quelques valeurs qui constituent, d'une certaine manière, le cœur du « savoir-faire » des Instituts d'Études Politiques : une pratique de l'interdisciplinarité qui permet de cultiver la nuance ; une approche globale du questionnement qui conduit à réfléchir avant d'agir ; une culture de la pensée structurée qui produit une méthode de travail rigoureuse. On peut y ajouter un certain état d'esprit qui permet d'être attentif aux changements en cours et de miser sur l'intelligence plutôt que sur l'hypermécialisation. En d'autres termes une manière d'être présent dans les différentes arènes du monde, du local au global, en considérant que tout fait système aujourd'hui.

Sur le plan strictement professionnel, le développement de notre offre se structure autour de quelques-uns des domaines d'ex-

pertise de Sciences Po Bordeaux : management public ; questions internationales (notamment européennes) ; gouvernance territoriale ; action sociale ; communication ; gestion. Si l'essentiel de notre offre 2011-2012 se décline en formations courtes, nous développons des projets de formations longues adaptées aux salariés, qui suivent l'adaptation permanente de nos masters Sciences Po. Sans omettre de préciser que l'offre de formation est suffisamment diversifiée à Sciences Po Bordeaux (plus de 300 intervenants pédagogiques différents, intervenant à tous les niveaux de formation initiale) pour que nous soyons en mesure de préparer, à la demande, une formation sur mesure « collant », au plus près, aux désirs du commanditaire.

Enfin ce développement s'incarne dans un nouveau service dédié à la formation continue, qui adopte les méthodes de l'ingénierie de formation professionnelle et souhaite être à l'écoute des besoins pour proposer des actions sur mesure aux services ressources humaines et aux décideurs ... sensibles à nos valeurs et attirés par notre valeur. ■

Ronan LE GRAËT
Directeur Formation Continue

Extension[S] consacrera son prochain Dossier (octobre 2011) à l'ensemble du pôle « Formation continue – Relations avec les entreprises – Stages ».
Tous renseignements sur la Formation Continue : www.sciencespo-bordeaux.fr ;
rubrique : Formation ;
sous-rubrique : Formation continue.

SCIENCES PO BORDEAUX FORMATION CONTINUE

À l'heure où de profonds changements s'opèrent dans la gestion des affaires publiques et dans les relations entre acteurs publics et acteurs privés, Sciences Po Bordeaux actualise et renouvelle son offre de formation continue 2011-2012 à destination des cadres publics, parapublics, associatifs mais aussi aux cadres d'entreprise. Management public, questions internationales et coopération, gouvernance territoriale, action sociale, communication, gestion, constituent les grandes domaines d'expertise proposés. Cette offre se veut évolutive et adaptable. Le prochain numéro d'Extension[S] fera une présentation complète de cette offre disponible sur le site de Sciences Po Bordeaux.

Contact : Ronan LE GRAËT, directeur de la Formation continue. 05 56 84 43 10, www.sciencespo-bordeaux.fr

YVES DÉLOYE :

La science politique « tous azimuts »

Sciences Po Bordeaux offre une telle diversité de formation qu'on en oublierait presque que la science politique constitue une des bases de son enseignement. Yves Déloye, professeur de science politique depuis la rentrée 2010, mais aussi secrétaire général de l'Association française de science politique et directeur de la rédaction de la Revue française de science politique, nous le rappelle avec brio.

Le propre d'un enseignant est d'expliquer simplement les choses complexes. Un exercice auquel se plie volontiers Yves Déloye, qui assure notamment le cours d'*Introduction à la science politique* auprès des élèves de première année de l'Institut. Les sujets deviennent en revanche déjà plus pointus auprès des étudiants de master 1 et 2 avec les cours de *Sociologie politique* et de *Théorie politique*, sans oublier son action de tutorat de mémoire de recherche de fin de deuxième cycle. Ces contributions auprès de publics variés ne gênent en aucun cas Yves Déloye. Ce dernier a toujours eu le désir d'expérimenter l'enseignement de la science politique dans un IEP après avoir œuvré à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne auprès d'étudiants spécialisés en science politique. Un vœu exaucé pendant huit ans, à l'IEP de Strasbourg d'abord, puis maintenant à celui de Bordeaux.

Une vision interactive de l'enseignement de la science politique

Ce parcours autorise Yves Déloye à une analyse comparative entre deux cohortes différentes d'étudiants. « *Les étudiants de Sciences Po Bordeaux présentent un niveau homogène, puisqu'ils ont été recrutés sur concours, contrairement à la Faculté. Par ailleurs, ils disposent d'un cadre de travail propice à la motivation (bibliothèques, salles informatiques, laboratoire de langues...)* Ils n'imaginent pas la qualité de ces infrastructures au regard des carences observées dans les universités parisiennes. En revanche, leur manque



Yves Déloye.

de spécialisation les amène parfois à penser la science politique selon leur propre système de valeur, avec des éléments de débat souvent très normatifs, qu'il faut parfois déconstruire. Pour cela, Yves Déloye mise sur l'interactivité. « *Je suis favorable à la culture participative des étudiants, qui pourraient co-produire l'enseignement avec moi. L'idée n'est pas de changer les rôles, mais d'inciter l'étudiant français à prendre plus la parole, comme le fait plus spontanément l'étudiant étranger. La science politique, moins aride que d'autres sciences sociales, se prête par son caractère narratif à cette approche.* ». On le croit sur parole... ■

Yves Déloye en bref

Après un troisième cycle de science politique et de sociologie politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sous la direction de Jacques Lagroye, Yves Déloye est recruté comme maître de conférences à Sciences Po Paris puis à Panthéon-Sorbonne avant d'être admis à l'agrégation de science politique en 1997. Professeur de science politique à l'IEP de Strasbourg jusqu'en 2005, il retourne à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il intègre le Centre de recherches politiques de la Sorbonne et devient responsable pédagogique du Master 1 de cette université, avant de rejoindre Sciences Po Bordeaux en octobre 2010. Auteur de nombreux ouvrages et articles, ses recherches portent sur la sociologie historique du politique, et plus particulièrement sur le vote et la construction de la citoyenneté, notamment européenne. Il travaille actuellement à une contribution sur les réformes électorales. Depuis 2009, Yves Déloye est également directeur scientifique de la Revue Française de science politique (RFSP), publication la plus importante de la discipline en langue française (6 numéros par an).

Un acteur engagé au sein de l'Association française de science politique (AFSP)

Secrétaire général de l'Association française de science politique, Yves Déloye participe activement à l'essor de cette structure de référence de la discipline, créée en 1947. L'AFSP regroupe la majorité des professionnels de la science politique et constitue à ce titre un lieu de réflexion des pratiques professionnelles (déontologie, professionnalisation, reconnaissance de son utilité sociale...). Elle constitue en outre un espace d'animation et de contributions scientifiques, sans oublier la représentation des instances françaises de la science politique au plan international. Rappelons à ce titre que Vincent Hoffmann-Martinot, directeur de Sciences Po Bordeaux, est le seul représentant français élu au comité exécutif de l'IPSA, l'Association internationale de science politique.

NAISSANCE D'UNE NOUVELLE SPÉCIALITÉ :

Économie sociale et coopération

La maquette pédagogique de Sciences Po Bordeaux évolue pour coller aux changements du monde économique et social. Ainsi, une nouvelle « spécialité » voit le jour à Sciences Po Bordeaux. Son nom : Économie Sociale et Coopération. Son credo : le secteur de l'économie sociale et solidaire et ses champs connexes.

Placé sous la responsabilité de Robert Lafore, professeur de droit public et directeur honoraire de l'Institut, ce bouquet de formations va fleurir à la rentrée 2011-2012. Il prendra la forme d'une 4^e année de « tronc commun » avant une année de spécialisation lors de la rentrée 2012-2013. Les étudiants¹ engagés dans cette spécialité auront alors en 5^e année le choix entre quatre parcours distincts. Le premier, « Coopération Internationale et Développement » s'inscrit dans la poursuite du parcours existant, mais avec une offre mieux centrée sur les ONG en coopération. Le second, baptisé « Conduite de

Projet Culturel et Développement des Territoires », présente une forte connotation culture et complète les parcours organisés en coopération avec l'Université Montaigne-Bordeaux IV. Le parcours « Gestion des Organisations de Protection Sociale » vient compléter l'accès à ce secteur accessible ordinairement par concours. Enfin, « Développement des Entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire » s'adresse à des futurs développeurs de projets. Soit l'opportunité, en l'espace de deux ans, de maîtriser les fondamentaux des différents visages d'une « nouvelle économie », dont la Chambre Régionale de l'Économie

Sociale et Solidaire (CRESS) d'Aquitaine nous explique le potentiel et les arcanes (lire interview ci-dessous).

Une filière porteuse de sens et d'emplois

En refondant son offre via un socle étoffé et cohérent de formations, Sciences Po Bordeaux s'ancre lisiblement et durablement dans un secteur d'activité porteur de sens et d'emplois, en phase avec la vocation originelle de service public de l'école. La création de cette spécialité s'accompagne également de modifications de cursus existant. Ainsi, le parcours « Gouvernement des Institutions et des Politiques sociales » (GIPS) disparaît au profit d'un enseignement similaire dispensé par l'Université Bordeaux Segalen « Management des organisations médicales et médico-sociales » ouvert aux étudiants de l'Institut. L'objectif est clairement d'apporter aux étudiants de Master 1 et 2 de Sciences Po Bordeaux la meilleure formation possible ciblée dans des métiers d'avenir. Ou comment marier la qualité pédagogique et le pragmatisme professionnel... ■

¹ Si vous êtes éligible à une entrée en Master 1 à Sciences Po Bordeaux et que cette spécialité vous intéresse, vous pouvez adresser un e-mail à r.lafore@sciencespobordeaux.fr ou contacter le Service « Admissions » de Sciences Po Bordeaux : admissions@sciencespobordeaux.fr



Philippe Corriols et Vincent Paillard.

« UNE ÉCONOMIE QUI SE RÉINVENTE... »

Vincent Paillard et Philippe Corriols, respectivement Directeur et Chef de Projet à la Chambre Régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) d'Aquitaine, nous expliquent la pertinence de la nouvelle spécialité de Sciences Po Bordeaux au regard des évolutions des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS).

EXTENSION(S) : Quelles sont les évolutions marquantes du secteur de l'ESS ?

V. PAILLARD – Ph. CORRIOLS : Ce secteur regroupe des structures mutualistes, coopératives et associatives qui exercent leur mission dans le respect de la charte de l'ESS. C'est une économie au service de l'homme et des territoires, qui fait écho et sens dans la société d'aujourd'hui. Elle représente en France 2,3 millions de salariés et près d'un établissement sur dix, présents dans tous les secteurs d'activité (et non pas simplement dans ceux de l'insertion et de l'humanitaire). Ces entreprises doivent faire face à deux défis en termes d'emplois. Elles doivent

remplacer les cadres qui partiront à la retraite à échéance 2015 et accompagner de surcroît le potentiel important de développement des entreprises actuelles ou à venir. Celles-ci ont besoin de gestionnaires et de collaborateurs créatifs capables de lire les mutations de notre environnement pour assurer leur croissance.

EXTENSION(S) : Les étudiants de l'Institut disposent-ils selon vous du profil adéquat pour ce secteur d'activité ?

V. PAILLARD – Ph. CORRIOLS : Nous collaborons avec Sciences Po Bordeaux depuis 2003 autour d'un programme de recherche européen

sur l'économie sociale et solidaire. Aujourd'hui, nos relations prennent une nouvelle ampleur avec la création de cette spécialité. Le profil des étudiants de l'Institut est en phase avec les besoins du marché : leur formation pluridisciplinaire, leur vision stratégique et leur fibre de l'intérêt général sont appréciées, a fortiori avec une formation spécifique à l'ESS. Pour permettre aux étudiants d'imaginer concrètement un parcours professionnel dans ce secteur d'activité, il est prévu dès la rentrée 2011-2012 l'intervention de professionnels en activité dans l'ESS dans le cadre du programme de 4^e année. Cette économie se réinvente et les étudiants de Sciences Po Bordeaux ont manifestement un rôle à jouer...

**UN DES PREMIERS PÔLES
DE RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES
EN FRANCE**

Deux Unités Mixtes de Recherche regroupant une cinquantaine de chercheurs et enseignants chercheurs professionnels, des ingénieurs et techniciens du CNRS et de la Fondation Nationale des Sciences Politiques ; un centre de ressources documentaires exceptionnel de par son histoire, sa spécialisation, sa modernité et son utilisation des toutes dernières nouveautés technologiques de traitement des données, tout cela fait de Sciences Po Bordeaux un des principaux lieux de valorisation de la recherche en science politique et en sociologie désormais en France et en Europe. L'European Consortium for Political Research (ECPR) l'a bien compris en choisissant Sciences Po Bordeaux pour y tenir le premier congrès européen de science politique qui sera organisé en France début septembre 2013. Yves Déloye, professeur de science politique, secrétaire général de l'Association Française de Science Politique (AFSP) l'a bien compris aussi en quittant son université parisienne (Sorbonne) pour occuper une des chaires de science politique à Sciences Po Bordeaux depuis la rentrée 2010. Il serait loisible de multiplier ici les exemples tous aussi édifiants du dynamisme de la recherche à l'Institut. Mais c'est peut-être à travers la recomposition du paysage de la recherche en sciences humaines sur le site universitaire bordelais et plus largement aquitain, autour des centres de recherche de Sciences Po Bordeaux, que l'on mesure le plus nettement l'importance d'une synergie croissante et renforcée entre tous les meilleurs spécialistes des sciences politiques et sociales dans nos murs.

LA RECHERCHE

Antoine ROGER, directeur du Centre de recherche « Centre Émile Durkheim », professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux et à l'Institut Universitaire de France (IUF) :

Le « Durkheim Spirit »

Depuis le 1er janvier 2011, SPIRIT a laissé la place à une nouvelle unité mixte de recherche (UMR) « Centre Émile Durkheim ». Pourquoi ce changement de dénomination ?



Antoine ROGER.

« Le Centre Émile Durkheim a été créé par le regroupement de SPIRIT, unité de recherche en science politique rattachée au CNRS et hébergée par Sciences Po Bordeaux, et du LAPSAC, équipe d'accueil en sociologie de l'Université Bordeaux Segalen. Les chercheurs des deux laboratoires partagent de nombreux questionnements et utilisent les mêmes outils. D'un point de vue scientifique, leur intégration dans une même unité relève de l'évidence. Seuls les découpages institutionnels et les parcours dissociés suivis par les établissements universitaires bordelais expliquent qu'elle ne soit pas intervenue plus tôt. La dynamique d'unification engagée au sein du PRES Université de Bordeaux a levé cet obstacle. Au sein du Centre Émile Durkheim, politistes et sociologues animent désormais des séminaires de recherche communs et participent aux mêmes projets. Loin d'être simplement juxtaposés sous un même intitulé, les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les doctorants des deux disciplines composent ensemble les équipes constitutives du laboratoire. Puisque nous sommes physiquement installés sur deux sites (Sciences Po Bordeaux et l'Université Bordeaux Segalen), nous veillons à organiser nos activités communes en alternance sur l'un et l'autre. »

Qu'est-ce qui, scientifiquement, caractérise le Centre Émile Durkheim ?

« Les membres du laboratoire travaillent sur des terrains diversifiés (au-delà du seul espace européen) ; ils étudient des objets variés (des politiques d'éducation et de formation aux dispositifs de lutte contre le changement climatique, en passant par les politiques urbaines, la santé, la sociologie des élus, l'économie politique internationale, les dynamiques d'intégration régionale, les mobilisations identitaires, etc.) ; leurs orientations théoriques sont multiples. Notre marque scientifique distinctive est plutôt établie sur un plan méthodologique. Elle peut être perçue dans la façon dont nous construisons nos questions de recherche : nous nous efforçons de développer la pratique de la comparaison ; nous portons par ailleurs une attention systématique aux « jeux d'échelles », c'est-à-dire à la façon dont un même problème se trouve inséré dans des dynamiques locales, nationales, supranationales, transnationales et internationales. »

CENTRE ÉMILE DURKHEIM- Science politique et Sociologie comparatives UMR 5116 CNRS

Regroupement de SPIRIT – UMR 5116 et du LAPSAC – EA 495 en une seule unité depuis le 1er janvier 2011

• Direction

Directeur : Antoine ROGER
Directeur adjoint : Éric MACÉ

Conseil de laboratoire : 20 membres

• Personnel – 55 permanents

12 chercheurs (8 CNRS – 4 FNRS)
31 enseignants-chercheurs (10 PU [professeurs], 21 MCF [Maîtres de conférences]) .
20 HDR (Habilitation à diriger des recherches)
12 ITA (5 CNRS, 3 FNRS, 3 MESR, 1 Cereq) dont 2 chargés d'études
79 doctorants

• Axes de recherche

Inégalités - Les expériences des inégalités
Identifications - Les processus d'identification
Marchés – L'organisation politique des marchés
Institutions – Le personnel et les activités des institutions politiques dans l'UE
International - Les négociations internationales et les dynamiques de transnationalisation

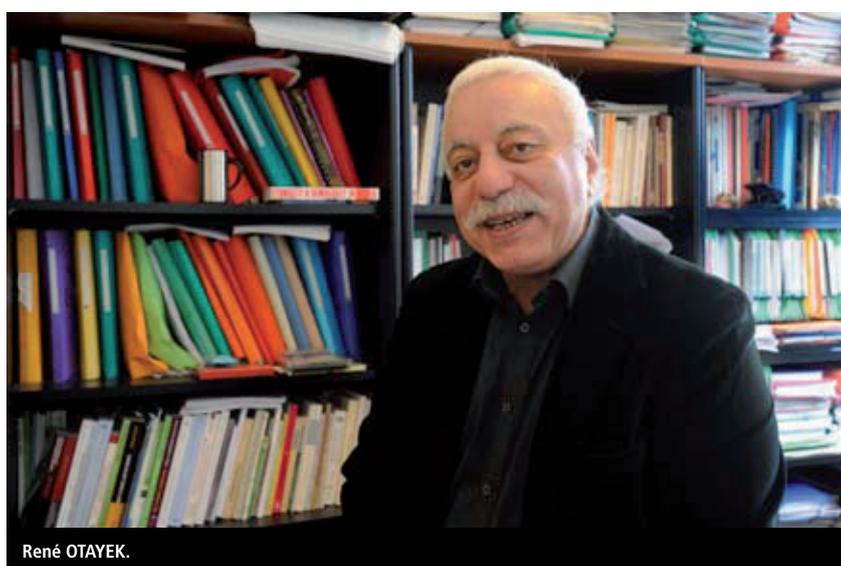
LA RECHERCHE

René OTAYEK, directeur du Centre de recherche « Les Afriques dans le monde » (LAM) et directeur de recherche au CNRS :

« Une redéfinition de notre périmètre institutionnel et scientifique »

Depuis le 1er janvier 2011, le CEAN a laissé la place à une nouvelle unité mixte de recherche (UMR) « Les Afriques dans le monde ». Pourquoi ce changement de dénomination ?

« Nous réfléchissons depuis de nombreuses années à un changement de vocabulaire, la notion d'Afrique noire n'ayant plus de pertinence. Il faut savoir que le CEAN avait été créé en 1958 dans un contexte historique particulier, à savoir celui de la colonisation, même si les indépendances se profilaient à l'époque. De fait, la césure entre l'Afrique « noire » et l'Afrique « blanche » ou « arabe » ne faisait plus sens depuis longtemps. Notre centre de recherche a d'ailleurs élargi son spectre d'études et de travaux à l'ensemble du continent africain et plus encore, pour englober les Caraïbes et, plus généralement, toutes les sociétés issues de la Traite atlantique. Mais cette évolution ne se limite pas seulement à un changement de dénomination. Elle recouvre une redéfinition du périmètre institutionnel et scientifique de l'unité. Cela se traduit notamment par la fusion entre l'ex-CEAN et le Centre d'études et de recherches sur les pays d'Afrique orientale (CREPAO) de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), rejoints par des chercheurs et enseignants-chercheurs de Montaigne-Bordeaux 3 et Victor-Segalen Bordeaux 2. »



René OTAYEK.

et création. Le LAM constitue par ailleurs un acteur de la rencontre entre toute la communauté africaniste, grâce au Congrès des Études Africaines organisé tous les deux ans, et dont la dernière édition s'est tenue en septembre dernier à Bordeaux,

avec 400 participants sur 3 jours. L'idée est d'institutionnaliser ce rendez-vous tous les 4 ans à Bordeaux, tant pour stimuler la recherche que pour donner plus de visibilité et de lisibilité au pôle d'excellence du LAM. »

Qu'est-ce qui, scientifiquement, caractérise le LAM ?

« Le projet scientifique de LAM ne s'inscrit pas dans une logique d'aires culturelles. Cette approche, ancrée disciplinairement, se veut transversale et comparatiste. Elle entend apporter, vu des Afriques, une contribution à la construction de savoirs et aux débats constitués des sciences sociales et humaines : histoire, géographie, droit, économie, anthropologie et langue. Cette volonté de croiser les regards et les outils disciplinaires s'exprime à travers trois axes de recherche : Gouvernance institutions représentation ; Conflits territoires développement et Culture et enfin Identifications

CENTRE « LES AFRIQUES DANS LE MONDE » (LAM) UMR 5115 du CNRS et de Sciences Po Bordeaux

Fusion depuis le 1er janvier 2011 entre le Centre d'étude d'Afrique noire (Sciences Po, Bordeaux) et le Centre d'études et de recherche sur les pays d'Afrique orientale (CREPAO, Université de Pau des Pays de l'Adour, UPPA).

• Direction

Directeur : René OTAYEK
Directeur adjoint : Michel CAHEN

Conseil de laboratoire : 20 membres

• Personnel – 55 permanents

30 enseignants-chercheurs et chercheurs
8 ITA (CNRS et IATOSS)
50 doctorants

• Axes de recherche

Gouvernance, institutions, représentation
Conflits, territoires, développement
Culture, identifications, création

Une bibliothèque de recherche mutualisée et avec de vrais trésors

1 + 1 = plus que 2 !... En faisant le choix de réunir les deux fonds documentaires Les Afriques dans le Monde (LAM) et Centre Émile Durkheim (CED) au sein d'une seule bibliothèque de recherche, Sciences Po Bordeaux a voulu mutualiser son libre accès et harmoniser ses formules de prêt.

L'Institut s'est offert également de la lisibilité, avec une ouverture hebdomadaire de 50 heures par semaine, de 9h à 19h du lundi au vendredi. Avec 250 m² de surface (pour la salle de lecture), 87 places assises, 9 000 ouvrages et 288 titres de revues et de journaux en libre accès, le site constitue un haut lieu de ressources documentaires, régulièrement enrichi (grâce notamment aux achats de l'Institut et à des dons d'établissements ou de particuliers). Il propose en outre différents accès à des res-

sources électroniques de référence (Biblio SHS, Factiva, Encyclopedia universalis, Numilog, Cairn, etc.). La bibliothèque de recherche de Sciences Po Bordeaux est ouverte principalement aux enseignants, aux chercheurs et aux étudiants de 4^e et 5^e année de l'Institut, mais également à ceux d'autres établissements universitaires, français et étrangers.

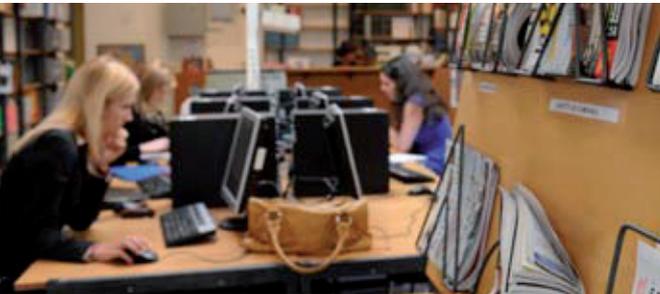
Fonds documentaire LAM

Il s'agit d'un fonds spécialisé en science politique, en sciences administrative et juridique, en sociologie, économie, histoire contemporaine et en relations internationales pour l'Afrique subsaharienne et particulièrement lusophone et australe. Le fonds documentaire du centre de recherche Les Afriques dans le Monde compte 30 000 volumes (ouvrages, thèses, mémoires, rapports et littérature « grise » - rapports, études, notes, etc. -), dont 4500 en libre accès dans la salle de lecture et classés par thématique, en langues française,

anglaise ou portugaise, ainsi que de 850 titres de revues, dont 300 périodiques en cours. Il se distingue en outre par des documents anciens (journaux officiels de l'AOF, AEF, anciennes colonies, ouvrages sur la colonisation, etc.), dont certains sont rarissimes.

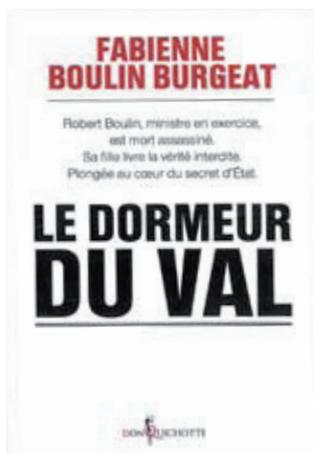
Fonds documentaire CED

Il regroupe des ouvrages et des périodiques, français et étrangers, spécialisés en science politique, en sociologie, en relations internationales, en économie, en aménagement du territoire et collectivités territoriales. S'y rajoute un fonds sur le « local » français et étranger, constitué d'ouvrages et de périodiques couvrant systématiquement toutes les disciplines en sciences sociales, ainsi que d'un fonds spécialisé sur l'Aquitaine et le Sud-Ouest. Au total, le CED dispose de 25 000 volumes dont 4500 en libre accès, et de 320 titres de périodiques en cours. Les documents sont en français, en anglais ou en allemand. ■



Fabienne BOULIN-BURGEAT :

« Je me battraï jusqu'au bout »



Fabienne Boulin-Burgeat, auteur du livre *Le Dormeur du Val*, a tenu une conférence au Salon Mollat le 22 mars dernier. Pendant une heure trente, devant une salle archicomble, la fille de l'ancien ministre du Travail du troisième Gouvernement Raymond Barre a listé les faits et les arguments qui font voler en éclat la thèse officielle du suicide de l'ancien maire de Libourne, retrouvé sans vie le 30 octobre 1979 dans un étang de la forêt de Rambouillet. Les propos minutieux et circonstanciés de celle qui se bat depuis 32 ans pour

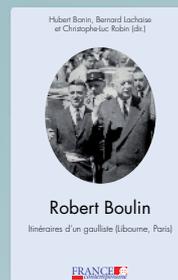
obtenir la réouverture de l'instruction ont été mis en lumière par l'éclairage de Jean Petaux qui l'interrogeait sur le contexte politique de l'époque, marqué notamment par les sombres agissements du SAC (Service d'Action civique). Contre-vérités, anomalies, falsification et destruction de pièces à conviction, zèle administratif et juridique, omissions de témoins, obstacles en tout genre... l'affaire Boulin concentre tellement d'incohérences qu'il semble impossible que la vérité n'éclate un jour ou l'autre. « Ce dossier est symptomatique de certaines mœurs politiques et de dysfonctionnements de la justice » précise

d'une colère contenue Fabienne Boulin-Burgeat, atterrée par « ce mensonge d'État dont l'omerta continue encore aujourd'hui », malgré le soutien de nombreux journalistes et citoyens. *Le Dormeur du Val* ne se résume pas au combat d'une fille pour la mémoire de son père. Il pose sur fond de sang et de larmes le principe du bien-fondé de la République dans une société où un ministre en exercice est retrouvé mort sans que l'on accepte d'aller au fond de l'affaire. Une question évidente s'impose alors : à qui profita le crime ? ■



F. Boulin-Burgeat à la Librairie Mollat.

Un autre ouvrage consacré à Robert BOULIN



Faisant suite au colloque scientifique qui s'est tenu en octobre 2009, le livre collectif intitulé « Robert Boulin. Itinéraires d'un gaulliste (Libourne, Paris) » (P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2011) est une somme tout à fait remarquable rassemblant une vingtaine de contributions sous la direction d'Hubert Bonin, Bernard Lachaise et Christophe-Luc Robin. Robert Boulin est saisi dans la diversité de sa trajectoire politique, aussi bien en sa qualité d'élu local de terrain (député-maire de Libourne de 1959 à 1979) que de ministre (de 1961 à 1979 avec une courte interruption). La personnalité de celui qui fut comparé à Colbert pour sa longévité ministérielle se trouve ainsi remarquablement mise en perspective.

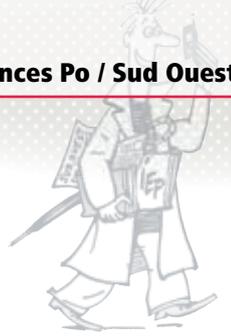
Liste des auteurs : François Audigier, Bernard Blancheton, Hubert Bonin, Alain Chaume, Hervé Chauvin, François Dubasque, Patrick Eveno, Pierre Guillaume, Bernard Lachaise, Gilbert Noël, Catherine Omnès, Guy Pervillé, Jean Petaux, Jérôme Pozzi, Christophe-Luc Robin, Françoise Taliano-des Garets, Félix Torres, Frédéric Tristram.



Eva Joly,

De la robe à l'écharpe

« *La plus Norvégienne des Françaises, la plus Française des Norvégiennes* ». Ainsi se définit Eva Joly, 67 ans. Connue hier pour sa lutte contre la délinquance en col blanc et aujourd'hui pour sa candidature à l'élection présidentielle de 2012, la représentante d'Europe Écologie-Les Verts veut faire entendre ses points de vue discordants sur la gestion du pays.



Troisième au concours de Miss Norvège, Gro Eva Farseth quitte Oslo pour la France à 18 ans où elle devient jeune fille au pair, secrétaire chez Barclays, dactylo et même couturière à domicile... Faire le lien avec son père, tailleur dans une usine d'uniformes militaires, serait cousu de fil blanc. Pourtant, la fibre familiale semble ancrée chez cette femme qui avoue avoir hérité de l'énergie de ses parents et de la philosophie de son grand-père. Ce dernier estimait que tout est possible sur terre, à condition de mettre chaque jour un pied devant l'autre. « *J'ai pris la vie comme elle venait, sans plan de carrière* » précise-t-elle... À 24 ans, elle perd son nom de jeune fille au profit de celui de son mari, M. Joly, un médecin. Tout en gagnant sa vie, elle poursuit des études de droit « *par défaut* ». Elle obtient une licence en droit et un DEA de science politique et devient conseillère juridique d'un hôpital psychiatrique. En 1980, son regard croise l'annonce d'un concours spécial d'accès à la Magistrature ouvert à des candidats ayant déjà une expérience professionnelle. Elle le tente et le réussit. Elle fait son entrée au Ministère de la Justice à 38 ans comme substitut du procureur de la République à Orléans, avant de rejoindre le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), un organisme rattaché au ministère de l'Économie et des Finances chargé d'ai-

der les entreprises en difficulté dans les zones industriellement sinistrées.

En passant par l'affaire Elf et les frégates de Taïwan

Nommée juge d'instruction au pôle financier au Palais de Justice de Paris en 1990, Eva Joly s'expose aux feux des projecteurs de l'actualité avec l'Affaire Elf puis celle dite des « Frégates de Taïwan ». En faisant incarcérer un grand patron de l'époque dans le premier dossier (Loïc Le Floch-Prigent) puis en poussant le président du Conseil Constitutionnel à la démission dans le second scandale (Roland Dumas), Eva Joly a cherché à contribuer à la « moralisation » des mœurs politico-financières. Cela lui a valu le Prix de l'intégrité décerné par l'ONG Transparency International, mais aussi le fait d'être « *la femme la plus protégée* » de France avec six policiers veillant jour et nuit à sa sécurité. « *C'était irréel* » précise-t-elle avec cet humour un peu décalé qui la caractérise. En mars 2002, elle quitte la justice française pour conseiller le gouvernement norvégien dans sa lutte contre la corruption et la délinquance financière internationale. Malgré quelques avancées, les freins au changement sont tels qu'elle décide de s'engager en politique pour être plus efficace. Approchée par le Modem et François Bayrou, elle

rejoint finalement la liste Europe-Écologie de Daniel Cohn-Bendit lors des élections européennes, finalement « *auréolée* » d'un score « *historique* » (20, 86% des suffrages exprimés). Députée européenne, adoubée par « *Dany* » (Cohn-Bendit) et « *José* » (Bové) (c'est ainsi qu'elle parle d'eux) et renforcée par une fusion avec les Verts, Eva Joly se porte candidate à la candidature de 2012. Un strapontin que seul Nicolas Hulot ⁽¹⁾ semble désormais capable de lui contester. « *Il y a besoin d'un nouveau et j'en fais partie* » explique-t-elle, prônant « *la sortie du nucléaire, le non-cumul systématique des mandats électoraux, une réduction de l'échelle des salaires, le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels, la création d'une 6e république et la réduction des fastes de l'État* ». Tout un programme ! ■

⁽¹⁾ Depuis le « Grand oral » d'Eva Joly aux Rencontres Sciences Po / Sud Ouest, Nicolas Hulot a fait connaître, à la mi-avril, son intention de se présenter à l'élection présidentielle de 2012. L'histoire ne dit pas encore si Eva Joly et Nicolas Hulot auront l'occasion de confronter leurs « lignes politiques » dans le cadre de primaires, à l'automne.

Du tac au tacle

Eva Joly a répondu avec beaucoup de sincérité aux questions des étudiants et de la salle. Célèbre pour son trait d'humour « *Je connais bien Strauss-Kahn, c'est moi qui l'ai mis en examen* », elle a montré sa pugnacité, taclant tour à tour Alain Juppé sans le nommer pour son cumul des mandats ou Jean-Louis Borloo, qui s'est « *disqualifié en autorisant des expérimentations sur le gaz de schiste* » ⁽¹⁾. Convaincante sur toutes les questions liées « *à la probité* » politique, elle a semblé plus en difficulté en revanche sur les thématiques énergétiques et écologiques, se montrant sur ces sujets soit cassante (renvoyant dans les cordes une étudiante qui avait eu pour seul tort de poser une question un peu dérangeante), soit approximative (en reconnaissant son manque d'expertise suite à une question de la salle sur l'empreinte écologique de certaines énergies renouvelables). La candidate à l'élection présidentielle reconnaît implicitement des carences dans le domaine du « *marketing politique* ». Alors qu'elle n'a pas encore de site internet à un an de la présidentielle, Eva Joly semble regretter dans un soupir le gouffre qui la sépare de Dominique Strauss-Kahn. Ce dernier disposerait selon elle de sept conseillers en communication. Des accessoires essentiels incontournables pourtant aujourd'hui pour passer de la robe de magistrate à l'écharpe de la... magistrature suprême !

⁽¹⁾ La position des pouvoirs publics a évolué depuis lors avec la décision du Premier ministre François Fillon d'annuler les permis de recherche qui avaient été signés par son « rival » Jean-Louis Borloo.



Laurent Fabius

En clôture de la saison 2010-2011 des Rencontres, Laurent Fabius, plus jeune premier ministre de la V^e République (1984 – 1986) a présenté, entre autres, son dernier ouvrage « *Le cabinet des douze* ».

L'association des anciens élèves en mode opérationnel

Renforcement des liens entre les anciens élèves, soutien au développement et au prestige de l'école, aide concrète aux actuels étudiants, multiplication des adhérents, l'Association des Anciens Elèves met en place les structures nécessaires pour passer de la parole aux actes. En l'espace de quelques mois, des actions notables ont déjà été enregistrées.

La nouvelle équipe de l'Association des Anciens Elèves de Sciences Po Bordeaux a été élue en novembre 2010 sur un projet, résumé à travers une profession de foi. Celle-ci s'articule autour de quelques idées fortes : entretenir des liens d'amitié et de solidarité entre les anciens élèves, veiller au prestige de Sciences Po Bordeaux, contribuer à son développement et apporter une aide aux étudiants actuels de l'école. Ces enjeux, inscrits dans les statuts de l'Association, semblent décisifs dans le contexte actuel, marqué par une difficulté d'accès au marché de l'emploi et une concurrence exacerbée des grandes

écoles, au plan national mais aussi international. De fait, la nouvelle association entend renforcer le sentiment d'appartenance et l'esprit de communauté avec l'ensemble des étudiants, de l'administration, des enseignants et chercheurs afin d'assurer un continuum. À ce titre, l'association des Anciens Elèves souhaite mettre en place une collaboration renforcée avec Sciences Po Bordeaux, ses étudiants et ses chercheurs. Pour cela, elle s'est dotée d'un président emblématique (cf Extension [s] N°28) et d'un comité directeur diversifié et expérimenté (lire ci-dessous), reflète de la diversité des profils « des anciens » de l'école.

Une structure opérationnelle et performante

Concrètement, la nouvelle équipe en place s'est fixé des objectifs clairs : faire de l'Association des Anciens Elèves le partenaire privilégié du Pôle Relations Exté-

rieures de Sciences Po Bordeaux, créer un service performant Emploi et Carrières et développer l'offre de service aux diplômés. Pour cela, elle a décidé de mettre en place une structure performante sur le modèle de ce qui peut se faire dans de grandes écoles de commerce ou à Sciences Po Paris, en travaillant main dans la main avec l'Institut et en mutualisant les ressources et les moyens d'actions. Une délégation de l'Association est en cours d'installation dans les locaux de l'IEP avec 2 salariés à plein-temps. Rapatrier le fichier des Anciens, créer un vrai service Emploi ; coordonner Relations Entreprises et relations Extérieures par un des cadres de Sciences Po Bordeaux (Stage, Insertion, Formation continue, Mécénat, Prestations de conseil de la Junior entreprise) ; et mettre en place des rencontres et des animations régulières (au moins 2 grandes soirées par an à Paris et à Bordeaux) constituent sa charge de travail pour les mois à venir. L'Association ne chôme pas et c'est une bonne nouvelle ! ■

LES MEMBRES DU CA

Après notre article consacré au Président Bertrand Bélinguier dans le numéro d'Extension[s] de janvier 2011, voici une présentation succincte des membres du Conseil d'Administration de l'Association.

Nous avons demandé à chacun leur fonction actuelle **1**, leur parcours **2** et leur motivation à participer à l'Association **3**.

Christophe BERNILLON

1991, Service Public

- 1 Directeur de l'offre non alimentaire pour les enseignes Intermarché, Ecomarché, Netto, soit en tout 2140 hypermarchés, supermarchés et magasins de Hard Discount.
- 2 13 ans et différentes fonctions au sein de l'enseigne E. LECLERC, la dernière en qualité de Directeur d'un Centre Commercial. J'ai rejoint le Groupement des Mousquetaires en 2006 en tant que directeur Marketing des Hypermarchés Intermarché avant de prendre le poste de directeur de l'offre non alimentaire en 2008.
- 3 Créer du lien, partager des expériences (et des souvenirs), développer un réseau entre les anciens élèves de l'école.

Cécile DEBELLEIX

1989, Service Public

- 1 Free lance en recrutement.
- 2 Recrutement en cabinet puis RH et communication en PME.
- 3 Un attachement viscéral à l'IEP : les années passées entre ses murs et les amis jamais perdus de vue. Les temps sont difficiles pour beaucoup d'entre nous, et je trouvais dommage de laisser dormir ce beau réseau de 7300 personnes. Mes objectifs pour l'association : solidarité, humanisme, amitié, entraide, autour d'un verre de bon vin.

Laurence DELACOURT

1991, Éco Fi

- 1 Directeur communication / événementielle réseaux au sein de la Direction de la Distribution du GROUPE GENERALI, en charge de toute la communication / publication print et on line à destination des réseaux commerciaux et des opérations d'événementiel internes et externes de ces réseaux.
- 2 Carrière effectuée dans l'assurance chez ALLIANZ puis GENERALI, dans des fonctions de communication et marketing.
- 3 Faire revivre l'association des Anciens dans le respect des valeurs de convivialité et d'entraide, contribuer au rayonnement de Sciences po Bordeaux dans mon univers professionnel.

Éric DUCOURNAU

1988, Service Public

- 1 secrétaire général, directeur juridique de PIERRE FABRE SA, par ailleurs administrateur de BOIRON SA, membre du bureau et trésorier du LEEM.
- 2 Directeur adjoint / directeur de cabinet de maires-ministres (Dominique PERBEN et Serge LEPELTER), directeur associé d'un cabinet de conseil en stratégie de communication de crise avant mon entrée chez PIERRE FABRE SA, comme Chef de cabinet du président (2000-2004), puis secrétaire général et directeur juridique.
- 3 Échanger avec des jeunes / futurs diplômés sur leurs perspectives de carrières, nouveaux métiers, attentes ; contribuer à valoriser une formation pluridisciplinaire qui est particulièrement en ligne avec les attentes actuelles du marché du travail ; reconnaître un état d'esprit, un rythme de travail, une ouverture, une exigence, une « humanité »... qui m'ont donné confiance socialement et m'ont enrichi d'amis toujours fidèles 23 ans après.



Bertrand Belinguier avec quelques unes des figures dynamiques de l'AAE.

Bilan des premières actions

Voici, après près de six mois de présidence de la nouvelle équipe, les premières actions et décisions de l'Association des Anciens Élèves.

- **Organisation de deux grandes soirées de retrouvailles entre anciens** : le 8 janvier 2011 à Bordeaux dans les locaux de l'IEP et le 18 mars 2011 à Paris (400 personnes)
- **Mise en route du Career center** : Contrat Gephyra – Aide à la recherche d'emploi. 40 contrats ont été signés lors de la soirée de remise des diplômes le 20 novembre, 18 jeunes - diplômés sont suivis régulièrement, avec un très bon soutien des anciens sollicités pour accorder des entretiens de conseils. La demande s'avérant importante, il faudra professionnaliser le système le plus rapidement possible et bénéficier de partenaires financiers.
- **Modification des tarifs des cotisations** : adoption d'une cotisation de base à 20 € et lancement d'une grande campagne d'adhésions. L'objectif est de passer de 750 à 2000 adhérents à terme.
- **Le Conseil d'Administration** a approuvé la création de clubs sectoriels favorisant la rencontre et l'échange (distribution, juridique, internet, assurance, santé, affaires, vin, collectivités locales, international, Europe, golf, rugby, culture et arts, filières spécialisées, etc.).

Pierre DUFAURE

1987, Politique et Social

- 1 Contrôleur de gestion dans une société financière.
- 2 23 ans dans les métiers du crédit à la consommation : fonctions opérationnelles et fonctionnelles au gré des opportunités et réorganisations dans trois sociétés successives
- 3 Entretenir et développer le lien avec l'institution et surtout avec les personnes qui ont été (on s'en rend compte tous les jours un peu plus) déterminants dans ma « construction » et apporter ma contribution à l'équipe qui a décidé de faire bouger cette belle (un peu) endormie.

Vincent DUJARDIN

2003, Politique et Social

- 1 Directeur de clientèle au sein du département Communication de crise et affaires publiques de BURSON-MARSTELLER. Mon poste consiste essentiellement à conseiller une entreprise lorsqu'elle traverse une période difficile ou que sa réputation est mise en cause.
- 2 Parcours d'agence de communication (HARRISON&WOLF et EDELMAN).
- 3 Motivation : partager, découvrir, connaître, retrouver, célébrer.

Hommage à Anne-Laure

Je me souvenais d'une grande jeune fille toute simple, fragile et inquiète. Sa timidité dissimulait une énergie puissante et forte. Elle faisait partie de ces 10% d'étudiantes et d'étudiants, qui (allez savoir pourquoi ?) restent imprimés dans une mémoire enseignante. Et puis, régulièrement, à la lecture de ses articles, ce petit clin d'œil qui fait que l'on peut être satisfait (rassuré ?) de voir qu'une ancienne élève, dont vous avez corrigé les premiers écrits, que vous avez interrogée dans un entraînement au grand oral, « s'en sort bien ». Avec une trajectoire professionnelle plus que satisfaisante, dans un monde et un milieu durs, concurrentiels, abrupts. Et puis, un soir de pluie, à Paris, parmi les 400 participantes et participants à la soirée des Anciens élèves de Sciences Po Bordeaux, sur une péniche ancrée quai Anatole-France, je me retrouve entouré de jeunes femmes heureuses et enjouées. Elle est au milieu de ses amies. Elle est très étonnée que je la reconnaisse immédiatement, en l'appelant par son prénom, 15 ans après l'obtention de son diplôme en 1996, alors que nous ne nous sommes jamais revus. Je lui explique que je la « suis » de loin en loin, comme d'autres présents ce soir-là, au gré de ses articles consacrés aux styles, aux modes et aux variations du temps et que j'aime bien ce qu'elle écrit... Elle avoue, rougissante, qu'elle est très surprise et très fière. Et éclate de son grand rire contagieux ! Voilà le souvenir que je garde d'Anne-Laure, un soir de pluie, le 18 mars 2011. Trois semaines avant sa disparition.

Au revoir Mademoiselle Quillieriet, juste « au revoir ».

J.P., votre ancien « mait' de conf' de Cégé »...

La direction de Sciences Po Bordeaux exprime ses plus sincères condoléances à la famille, aux amis et aux proches d'Anne-Laure Quillieriet. Les textes publiés ci-dessous sont extraits des deux remarquables nécrologies parues dans les colonnes de deux titres où elle a apporté tout son talent : « Le Monde » et « L'Express ».

A la Une > Carnet
Journaliste

Anne-Laure Quillieriet | Le Monde | 15.04.11 | 13h56 •

Son exigence, sa rigueur et son sens de la perfection étaient connus dans les rédactions, au Monde, où elle passa neuf ans, comme à L'Express Styles, où elle était rédactrice en chef adjointe. Son sourire rayonnant et bienveillant avait de convaincre les plus rétifs que la journaliste passionnée, d'une curiosité intellectuelle jamais éteinte, ne céderait pas. Jusqu'à changer un mot, une virgule, pour l'exactitude du propos. Anne-Laure Quillieriet est morte dans son sommeil, dimanche 10 avril. Elle aurait eu 37 ans le 19 mai.

Née à Bourges, en 1974, elle affirme très tôt son désir d'écriture. A 9 ans, elle s'attelle à un premier roman, une histoire d'aventure dans un cahier d'école. Déjà, elle dessine des robes dans les marges. En classe de 6e, elle décide qu'elle serait journaliste de mode. Et s'en donne les moyens, passe le baccalauréat, mention bien, à Moulins, en 1992. Quatre ans plus tard, en 1996, elle décroche le diplôme de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, puis un DESS de gestion des industries du luxe et des métiers d'art.

Dans la foulée, visant au plus haut, elle écrit à Laurence Benaim, au Monde, afin d'obtenir un stage à la rédaction des suppléments « mode », dont celle-ci a la charge. En avril 1997, son vœu accompli, elle collabore aux cahiers Styles.

(...) Sa carrière est lancée. Le 1er février 1998, Le Monde l'engage en contrat de qualification avec cours de journalisme à la clé. Elle sera embauchée, en 2000, à la séquence Aujourd'hui, puis au service &vous. En mai 2006, elle rejoint L'Express comme rédactrice en chef « mode » à L'Express Styles. Depuis septembre 2010, elle était rédactrice en chef adjointe de ce supplément art de vivre.

(...) Cette force singulière dans le monde de la couture lui vaut tous les hommages. De Milan, Christian Lacroix nous écrit : « A l'époque de tant de signatures égomaniaques ou mercenaires, il est rassérénant d'observer son recul intègre, en même temps que sa volonté, une opiniâtre détermination, sans concessions. Anne-Laure semblait souvent être sur la pointe des pieds, longiligne, secrète, discrète, mais bel et bien là, tenace, décidée. » Alber Elbaz, chez Lanvin, « pleure cette « personne de cœur, précieuse », que « la passion du métier habitait ». Pour Sonia Rykiel, « Anne-Laure était l'intelligence même, la tendresse vraie. Son métier, elle le connaissait sur le bout des doigts. » Elle devait s'envoler pour le Vietnam, en vacances.

Florence EVIN

Anne-Laure Quillieriet : l'hommage de la rédaction de L'EXPRESS

Par Christophe BARBIER, publié le 12/04/2011 à 09:57

Quand la mort frappe avec la plus intolérable brutalité, quand elle fauche la jeunesse, la peine est indicible. Anne-Laure Quillieriet, qui aimait tant chercher le mot juste pour ses articles, savait aussi qu'il n'en est aucun en face d'une pareille douleur.

(...) L'Express Styles est une fabuleuse aventure de presse, à laquelle Anne-Laure prêta, toujours enthousiaste, souvent impatiente, toutes ses qualités. Elle participa de son embellissement chaque semaine, elle s'y épanouit aussi, trouvant au fil des numéros une sûreté et une maturité qui firent d'elle la rédactrice en chef adjointe du journal.

Jamais, cependant, elle ne s'écarta de son amour des créateurs. En chaque article, elle tenait à faire vivre ces êtres exceptionnels qui, derrière la splendeur, abritent leur complexité et leur fragilité d'artistes. Elle avait su gagner ainsi la confiance des plus grands, qui lui ouvraient archives, carnets secrets et coulisses de leurs ateliers.

Anne-Laure, c'était aussi un regard étincelant où pétillaient les projets, un sourire empreint de mystère et de charme et, de temps à autre, un visage parcouru d'une brume de gravité, comme un voile passager sur sa joie de vivre. C'est pourquoi notre admiration pour elle s'accompagnait d'une grande affection.

Cinq ans jour pour jour après son arrivée à L'Express, Anne-Laure a disparu, emportée dans son sommeil, et la mort lui fut sans doute aussi paisible qu'elle est insupportable à ceux qui l'aimaient. Elle nous laisse inconsolables, condamnés à chercher toujours cette grâce perdue qui ne viendra plus illuminer notre rédaction.



Tous sur le même bateau

400 anciens élèves de Sciences Po Bordeaux sur une péniche amarrée quai Anatole-France, sur la Seine. Pas banal !

On connaît le dicton : « Mariage pluvieux, mariage heureux ». Il n'était pas question d'épousailles en cette soirée pluvieuse du vendredi 18 mars au soir, mais de retrouvailles toutes générations confondues pour les diplômés et anciens élèves de Sciences Po Bordeaux vivant et travaillant en région parisienne. Mais c'était bien le bonheur et la joie qui régnaient sur les deux ponts de la péniche « Concorde Atlantique ». Vincent Hoffmann-Martinot (promo 1978), directeur de Sciences Po Bordeaux, Pierre Sadran (promo 1964), directeur honoraire, Didier Chabault (promo 1979), secrétaire général, et d'autres membres de l'équipe de direction de Sciences Po Bordeaux, avaient tenu à être présents ce soir-là pour marquer l'attachement de l'Institut d'aujourd'hui à toutes celles et tous ceux qui ont connu l'école d'hier. Les anciens quant à eux avaient répondu massivement à l'invitation du président Bertrand Bélinguier (promo 1964) qui s'investit pleinement dans ses nouvelles fonctions, avec toute l'équipe enthousiaste qui l'entoure depuis novembre 2010.

Le doyen d'âge, incontesté sur la plus haute marche du podium de l'ancienneté, était bel et bien Jean-Pierre Fourcade (promo 1949), ancien ministre de l'Économie et des Finances, de 1974 à 1976, ancien maire de Boulogne-Billancourt et toujours sénateur. Il retrouva avec

plaisir un autre ancien ministre des Finances, du Royaume du Maroc celui-là, Mohammed Berrada (promo 1966), ancien ambassadeur du Maroc à Paris et ancien président de la compagnie nationale Royal Air Maroc.

Comme il n'est pas envisageable de citer tous les participants à cette chaleureuse soirée, on se sortira de cette mission impossible en accordant trois « spéciales dédicaces » à trois jeunes femmes qui, chacune à leur manière, ont contribué à la pleine réussite de ce moment. Nathalie Renoux (promo 1993), journaliste à M6 Télévision (sponsor de l'événement) a accepté avec gentillesse d'être la marraine de la soirée. Elle l'a fait avec humour, intelligence et disponibilité, toutes qualités qu'elle possédait déjà quand elle étudiait à Sciences Po Bordeaux. Cécile Debelleix (promo 1989), secrétaire générale de l'Association des Anciens élèves, présente partout ce soir-là, infatigable animatrice de l'association, a été, tout simplement, la metteuse en scène de la fête, celle qui a su mobiliser toutes les énergies et bien plus encore. Et puis, *last but not least*, « l'autre » Cécile, Hennequin (promo 2005), déléguée de l'AAE, responsable du service Stages et Partenariat avec les entreprises à Sciences Po Bordeaux, qui forme avec son homonyme un tandem de tout premier choix. Cécile Hennequin, avec son assistante Aurélie Lefèvre et le concours de quelques étudiants



actuellement en formation, a parfaitement assuré l'intendance de la soirée, actualisant, entre autres, les précieuses coordonnées de tous les participants pour ne plus en perdre la trace et renouveler l'expérience, à l'automne, dans une proportion bien plus importante, encore et toujours sur Paris. A très bientôt ! ■

Nathalie FOUCARD

1989, Service Public

- 1 Chargée de mission TIC, RÉGION AQUITAINE.
- 2 15 ans de fonction publique territoriale ; responsabilité successive des secteurs transports marchandises, prospective, économie créative.
- 3 J'admire la multitude de trajectoires empruntées par les « anciens », c'est notre richesse, la curiosité et l'ouverture. Sans tomber dans la nostalgie des années IEP, j'ai eu envie de belles rencontres et de partage entre générations.

Nicolas GLIMOIS

1989, Éco Fi

- 1 Journaliste et réalisateur indépendant de grands reportages et documentaires pour la télévision, dans les domaines géopolitiques, économiques ou encore judiciaires.
- 2 Économiste puis affréteur de tankers pétroliers sur le marché spot du transport maritime («trader» de transport en quelque sorte) chez Elf Aquitaine (désormais Total) à la direction du commerce international.
- 3 Pour que perdure l'esprit de l'IEP Bordeaux, mélange fructueux de convivialité et d'enrichissement intellectuel. Le lieu sacré de mes vingt ans...

Julien MAYER

2002, Service Public

- 1 Directeur Affaires Publiques et crise chez EDELMAN à Paris. J'accompagne des entreprises françaises et internationales dans leurs stratégies de réputation : influence, issues management, gestion & prévention de crise.
- 2 Assistant parlementaire à l'Assemblée nationale, j'ai travaillé plus de 7 ans chez TBWA CORPORATE où j'ai participé à la création et au développement de l'offre affaires publiques et crise de l'agence.
- 3 La période bordelaise à l'IEP a constitué une jolie page de ma vie. Je suis content de pouvoir la prolonger au sein de l'association avec pour objectifs de dynamiser le réseau et créer plus de partage et de convivialité.

Philippe PEYRAT

1988, Service Public

- 1 Délégué général de la Fondation GDF SUEZ, directeur en charge du service mécénat et sponsoring au sein de la direction des communications.
- 2 Conseiller en cabinet ministériel de 1993 à 1997, a rejoint le Groupe Suez aujourd'hui GDF SUEZ en 1997, y a été successivement directeur adjoint du cabinet du président du directoire, directeur des relations extérieures.
- 3 Apporter mon aide à une équipe très dynamique, qui avait une vision pour faire vivre l'association.



Instants saisis à la soirée du 18 mars 2011 à Paris.

Nathalie GOMEZ

1989, Service Public

- 1 Responsable de l'action culturelle à la Mairie d'Anglet.
- 2 De la Direction des marchés de capitaux du Crédit Lyonnais à la Direction de la culture d'une Ville en passant par la Direction de la communication et le lancement d'une télévision locale.
- 3 Créer un lieu d'échanges.

Céline PHILIP (HUET)

1988, Service Public

- 1 Analyste de risques.
- 2 Audit, puis banque.
- 3 Soutenir une amie très chère dans son attachement viscéral à l'IEP. Son enthousiasme et ses motivations sont irrésistibles !

Jean-Christophe POUSSOU

1990, Service Public

- 1 Consultant Vin, actif en transaction de propriétés viticoles, évaluation actifs / passifs.
- 2 Après un stage dans le vin en 1993, j'ai travaillé ensuite sans discontinuer dans le négoce de vin depuis 1995 (pour divers négociants de la place de Bordeaux, puis à mon compte). J'ai vécu plusieurs années à l'étranger, et je suis trilingue Allemand, Anglais, Français, ce qui m'amène à travailler en priorité la clientèle internationale et l'export de vin.
- 3 Il y a à un moment donné le désir de renvoyer l'ascenseur à ceux qui vous ont apporté en vous formant. La nouvelle organisation de Science Po Bordeaux permet d'apporter une valeur ajoutée aux étudiants fraîchement diplômés qui désirent un suivi pour leur intégration professionnelle et sectorielle. Les 7300 diplômés forment une communauté que l'on se doit de faire vivre et exister.

Jean-Jacques ROMATET

1972, Service Public

- 1 Directeur Général des Hôpitaux Universitaires de Toulouse
- 2 Directeur des Centres Hospitaliers de Dax, Bayonne-Côte-Basque, puis du CHU de Nice avant de prendre la direction du CHU de Toulouse.
- 3 Participer à la revitalisation des relations entre les anciens et jeunes anciens, et partager mon expérience avec d'autres anciens nourris à la même source, dans d'autres milieux, mais aussi avec les plus jeunes chez qui je retrouve la même soif de connaître et d'innover au service de l'autre.

Véronique RUFAS

1991, Eco Fi

- 1 Chef de service Communication - publications - Web.
- 2 Chargée de mission, chargée d'études marketing, chargée d'études économiques... (je vous passe les étapes chaotiques notamment celles de pseudo-commerciale...).
- 3 Reprendre contact avec des anciens et faire vivre ce réseau de femmes et d'hommes diplômés de l'école et dont la diversité et l'éclectisme sont sources d'enrichissement personnel. Le tout en mettant mes modestes compétences et ma bonne volonté au service de l'association des anciens.

May Darwich

En direct du Caire

Le vendredi 4 février 2011, à 23h26, May Darwich, étudiante de nationalité égyptienne en Master 2 en 2009-2010, dans le parcours Politique Internationale, publiait depuis le Caire un blog sur les événements dans son pays. Elle ignorait alors l'issue de la révolte dont elle prenait le pouls « en direct » depuis la place Al-Tahrir. Deux mois plus tard, elle revient pour *Extension [S]* sur ces jours qui ont changé l'histoire de l'Égypte.

EXTENSION[S] : Avec le recul, comment percevez-vous votre témoignage « à chaud » du 4 février, dont nous livrons ci-contre des extraits ?

May DARWICH : Avec un peu de recul, il faut avouer que j'étais prise par une grande émotion pour mon pays, avec un optimisme sans précédent pour l'avenir, une très grande confiance dans mon peuple. Ce sont certainement des moments inoubliables, où j'avais beaucoup d'aspirations. Même s'il y a eu après des moments de désespoir et de peur, mais l'émotion qui m'a envahie pendant 18 jours était réelle et sera dans notre mémoire collective en tant que peuple qui s'est engagé pour défendre son avenir et l'avenir des prochaines générations.

EXTENSION[S] : Qu'est-ce qui a changé dans le pays depuis cette date, au-delà bien sûr de la chute de Moubarak ?

May DARWICH : Le plus grand changement était le 19 mars 2011, lors du referendum sur la constitution. En réalité, c'est le premier referendum en Égypte, où les Égyptiens ont fait preuve d'une vraie volonté de s'exprimer. Pour la première fois, ils ont le sentiment que leur participation est valorisée. Le changement que je peux noter pour le moment, c'est l'attitude du peuple égyptien qui a totalement changé ; il y a un espoir pour l'avenir, une grande volonté pour travailler, et surtout une vraie volonté dans la reconstruction de leur pays.

EXTENSION[S] : Êtes-vous plutôt optimiste ou pessimiste sur les chances de votre pays d'instaurer une « démocratie pérenne » en Égypte ?

May DARWICH : Je suis entre le pessimisme et l'optimisme. Il faut noter que la chute du régime Moubarak n'était même pas un rêve. À un certain moment de ma vie, je croyais que j'allais mourir sous le règne de la famille Moubarak (le père et puis le fils). Déjà la chute de son règne doit me donner un optimisme. Alors, qu'après deux mois de la révolution, la

peur et le souci de l'avenir commencent à envahir mes pensées et mon espoir. Jusqu'à présent, ni Moubarak ni son fils ne sont encore jugés pour avoir tué des centaines d'Égyptiens, pour corruption, pour des crimes politiques commis pendant des années contre ce pays. Mais j'ai beaucoup de confiance dans la volonté du peuple Égyptien. C'est vrai que la restauration d'une démocratie est un long chemin plein de difficultés, mais nous avons déjà fait le premier pas. ■



May Darwich au Caire février-mars 2011.

Extraits du témoignage de May Darwich (posté en ligne le 4 février 2011)¹

« Cette révolte, qu'on ne peut pas encore qualifier de révolution, a commencé le 25 janvier (un jour férié en Égypte, qui porte une mémoire spéciale depuis le 25 janvier 1952 où les forces de police ont résisté à la colonisation britannique dans une ville située sur le Canal du Suez nommée Ismaïlia). Choisir ce jour pour se révolter contre la police a certainement son symbole. Le régime de Moubarak a pendant longtemps utilisé l'institution de la police pour opprimer son peuple, humilier les citoyens, dans les rues ou dans les prisons. Ce régime a transformé ces forces de police de leur rôle traditionnel de protéger le peuple vers l'exercice de la terreur contre le peuple. Cette révolte qui proteste a priori contre la corruption de ce régime, où les élites au pouvoir et les membres du parti dominant (Parti National Démocrate) ont concentré toutes les richesses, a été conduite principalement par des jeunes cultivés, des jeunes universitaires et non par les pauvres ou les démunis mais par les défavorisés intellectuellement de la classe moyenne. Une révolution qui n'a aucune organisation centrale, a mobilisé tout le peuple pour sortir et se révolter contre ce régime corrompu. Au début, les protestations ne revendiquaient pas le départ de Moubarak ou le pouvoir mais voulaient juste donner un message au régime et à la police et exercer leur droit naturel d'exprimer leur opinion (...) ».

« Ces événements ont créé un lien social sans précédent entre les différentes classes de la société. Les citoyens se sont protégés eux-mêmes sans avoir besoin de recourir aux institutions de l'État. Avec ce sentiment d'autosuffisance, le peuple devient conscient que ce régime a trahi le pacte social et s'est transformé de la protection du peuple, pour aller encore plus loin et exercer la terreur organisée contre lui. On est devenu conscient que Moubarak, qui est resté au pouvoir 30 ans, doit non seulement partir mais aussi être jugé » (...)

« Toute cette violence organisée par le régime n'a pas empêché les manifestations et les protestations de continuer. Au moment où les gens étaient obligés de passer toute la nuit en bas de leurs maisons pour protéger leurs familles. Les jeunes ont pu s'organiser en groupes. Dans chaque quartier, la moitié des jeunes font les manifestations en ville, dans la célèbre place « Al-Tahrir » (La Libération), et l'autre moitié se repose toute la journée pour veiller toute la nuit sur la sécurité. À ce stade, le régime a complètement échoué dans ses essais de tuer cette révolte (...) »

May DARWICH

¹ Merci à Dario BATTISTELLA, professeur de science politique à Sciences Po Bordeaux, qui a recueilli le témoignage de May DARWICH sur son blog.